



HARZ-LABOUR

février 2020

c'hwevrel 2020

30

30

ENTRETIEN AVEC TOM,

Entretien réalisé après la manifestation du jeudi 24 janvier, alors que la grève reconductible à la SNCF touchait à sa fin.

CHEMINOT CGT DE RENNES

Merci d'avoir accepté cet entretien, pour discuter à la fois de la situation des cheminots, du mouvement social en cours, des façons dont la grève reconfigure le travail et les rapports entre collègues, de la suite de la lutte... Tu peux d'abord te présenter ?

Alors, je m'appelle Tom, j'ai 27 ans, je suis contrôleur en TER, je travaille depuis trois ans à la SNCF, et suis cheminot depuis deux ans, après une année en CDD. Je suis syndiqué à la CGT et je milite au sein de la SNCF depuis un an. J'ai attendu d'être titulaire avant de me permettre cela, pour éviter la discrimination contre les syndicalistes. Et je suis dans le mouvement contre la réforme des retraites depuis le 5 décembre. J'ai été en grève tout le mois de décembre, hormis une semaine de congé que j'avais posée pendant les fêtes. J'ai en partie repris le travail, parce que, financièrement, il faut faire attention, mais je continue à faire des jours de grèves par-ci par-là, des manifestations, etc. Avant, j'avais participé à différentes mobilisations, notamment pour la défense du service public et celle du statut de cheminot en 2018, avec des manifs à Paris. Et aussi différents vendredis de grève avant l'été dernier, contre la création d'« équipes-mobiles », c'est-à-dire des salariés « couteaux-suisse » qui feront le boulot du guichetier, de l'agent d'escale, et aussi du contrôleur : trois métiers en un, avec une paye plus basse. Mais c'était des mobilisations différentes de ce que l'on vit maintenant, où on en est à près de deux mois de grève...

D'ailleurs, ça se passe comment les choix de métier au sein de la SNCF ? Par exemple, c'est toi qui as choisi d'être contrôleur ?

Je trouvais ça sympa d'être au contact des usagers ; juste avant, je travaillais au Centre de fidélité, donc j'étais sur

les réseaux sociaux et au téléphone... Là au moins, dans les trains, c'est différent, même si on est uniquement vus comme ceux qui mettent les PV...

Cela dit, c'est vrai que vous mettez des PV, et le contrôle, ou la verbalisation, est souvent votre seul contact avec l'usager, dans un contexte où le train est de moins en moins accessible ...

Oui, malheureusement, et on a des pressions pour se concentrer là-dessus. Théoriquement, on a quatre missions : la sécurité, la sûreté, le service et la sauvegarde des recettes, donc le contrôle. Mais on nous enlève petit à petit l'ensemble de nos missions, et, à part le contrôle, on ne fait plus grand-chose. Mais c'est une partie du métier désagréable, de devoir mettre un PV à une personne sans connaître sa situation ou son historique... Et puis on s'est battus pour un train accessible à tous, de longue date, sans être très soutenus. C'est difficile, entre la direction qui nous dénigre, Guillaume Pépy qui dit en décembre qu'il n'y a pas besoin de contrôleurs à bord des trains, alors qu'on est censé être là pour aider et renseigner, les médias qui mentent à notre sujet, les usagers qui ne nous aiment pas parce qu'on doit les verbaliser... C'est un peu compliqué au niveau du moral aussi, j'ai d'ailleurs été en arrêt une semaine, récemment. Du coup, on essaie de se soutenir entre collègues.

Et donc, tu peux nous raconter le début de la lutte contre la réforme des retraites, les discussions avant de partir en grève reconductible ?

Le mouvement, à proprement parler, a commencé le 5 décembre. Mais on en parlait depuis l'été, de la réforme des retraites à venir. On n'avait pas autant étudié le sujet qu'aujourd'hui, mais, dès que s'est lancé le mouvement,

l'idée de la grève reconductible est arrivée directement, fin octobre - début novembre. On en a parlé petit à petit, et, le 5 décembre, chaque organisation syndicale a donné son point de vue, nous [la CGT], on a invité à voter la grève reconductible, d'un jour sur l'autre. On était à peu près 400 à Rennes à la première AG. On a eu des échos comme quoi l'entreprise avait prévu qu'il y ait quatre jours de grève, et que tout redevienne normal après. On a mis en place un petit journal de grève, avec des infos sur la réforme et l'état de la mobilisation, pour contrer les discours de la direction, qui a même défendu la réforme alors que ce n'est pas son rôle, pour informer sur les taux, on a continué à discuter et informer les collègues, etc. Et deux semaines plus tard, le 17 décembre, avec les manifs vraiment massives, on a vu que le mouvement était lancé, qu'entre le climat social tendu et cette réforme des retraites qui touche tout le monde, il y avait les conditions réunies pour un mouvement fort, qui dure, et que les syndicats faisaient tout pour que le mouvement continue et se renforce. Il y a eu pas mal de solidarité avec les enseignants en grève, les soignants aussi, on est allés à l'AG des étudiants, ils sont venus à la nôtre, on a distribué des tracts à PSA, au Centre Alma, on a fait un « barrage filtrant » à Keolis... Et ce matin [vendredi 24 janvier] on a voté la reconduction de la grève. Au niveau de la SNCF on peut aussi dire que ce mouvement a recréé de la solidarité entre collègues, qu'il a changé les rapports, alors que tout avait été fait pour isoler les cheminots les uns des autres. Avant ça, de janvier à octobre 2019 il y a quand-même eu 70 suicides de cheminots... Là, dans la grève, c'est aussi la solidarité qui permet de tenir... Et l'ambiance est vraiment différente, vraiment solidaire. Il peut y avoir parfois quelques petits mots quand il y a une tension dans la grève et que tout le monde est fatigué, mais globalement ça se passe vraiment bien, avec une bonne ambiance, même les anciens le disent.

Vous êtes combien maintenant en AG ? J'imagine que c'est de plus en plus dur, ne serait-ce que financièrement...

Ça dépend vraiment. Ça fluctue. En moyenne 150. Il y a des collègues qui reprennent le travail parce que,

contrairement à ce que disent les médias, on n'est pas payé quand on est en grève, et on ne gagne pas non plus 10.000€ par mois. Je gagne 1.310€ bruts par mois, primes non incluses, une prime de travail pour arriver au SMIC, des primes liées au fait de dormir à l'extérieur, les paniers repas — des primes qui baissent d'année en année, d'ailleurs, comme la prime d'intéressement de 400€ brut qui passe à 200€ brut pour certains. Et donc, des collègues ne peuvent pas faire autrement que reprendre le travail, à cause de factures ou de prêts à payer, d'un lave-linge ou d'une voiture qui tombe en panne et qu'il faut remplacer, mais qui se remettent en grève par moments, reviennent sur des temps forts, etc. Il y a des caisses de solidarité, etc, mais on ne touche pas un salaire « normal ».

Tu peux nous en dire plus sur ces caisses de solidarité ?

Il y a deux types de caisse de grève. Des caisses locales, propres à chaque syndicat, dont seuls les syndiqués bénéficient, et une caisse nationale de la CGT Cheminots, dont peuvent bénéficier tous les cheminots grévistes, syndiqués ou non. Ça rembourse à peu près 4,50€ par jour de grève. C'est vraiment bien de nous avoir soutenu, d'avoir donné à ces caisses, c'est grâce à ça qu'on a pu tenir, cela dit, il ne faut pas non plus qu'il y ait une « grève par procuration », même si on sait que notre secteur est stratégique, que quand on est en grève on impacte beaucoup d'autres secteurs. Mais il faut se mettre soi-même en grève et/ou se mobiliser quand on peut, sinon on ne gagnera pas. Et puis, la solidarité a été énorme, les sommes récoltées vraiment conséquentes, mais tout ça, divisé par le nombre de cheminots grévistes, ce n'est pas beaucoup.

Il y a aussi les gens du Réseau de ravitaillement¹, qui sont venus régulièrement, nous donner plusieurs fois des paniers de nourriture, et pas mal de trucs. C'est beaucoup de produits, de légumes, ça nous aide beaucoup, c'est vraiment un geste de solidarité, ça a été très apprécié. Il faut ensuite qu'on achète de la viande, mais c'est vraiment sympa d'avoir une partie des courses, ça nous aide financièrement, ça nous permet de tenir, on se sent soutenus, et, en plus,

on découvre des trucs, des sodas au ferment, un jus de betterave, de la bière locale, c'est vraiment top.

Tu as dit tout à l'heure que les syndicats avaient tout fait pour que le mouvement se renforce et s'élargisse, tu peux nous en dire plus ? Parce que, de l'extérieur, c'est dur de savoir si les appels à « généraliser les grèves » sont seulement des discours, ou s'il y a une politique réellement volontariste des unions locales pour lancer des grèves dans toutes les entreprises, et non de centrer le mouvement sur quelques secteurs clés ... Même chose sur le fait de proclamer : « pas de trêve de Noël ». Dans les faits, en dehors de la SNCF et de la RATP, il n'y a pas eu de grève contre la réforme des retraites à ce moment, et ça ressemblait à une trêve. Alors que circonscrire la mobilisation à quelques entreprises serait une stratégie perdante, et que seul un blocage de l'économie pourrait faire plier le gouvernement...

J pense vraiment qu'au niveau confédéral la CGT a essayé que le mouvement prenne dans différents secteurs. Ça peut arriver qu'on soit frustré, mais il y a des raisons. Pour ce qui est de la trêve de Noël, on a d'abord essayé de faire une contre-communication, face au gouvernement qui nous accusait de prendre en otage les gens, de gêner Noël, etc. On a insisté sur le fait que c'était le gouvernement qui avait choisi ce moment pour une réforme qui met à bas un régime de solidarité et qui tire les pensions de retraite de tout le monde vers le bas. Cela dit, il y a des collègues qui ont repris le travail à ce moment, avant de se remettre en grève, par conscience professionnelle, en estimant qu'il devait y avoir des trains au moment des fêtes de fin d'année, que c'était un respect dû aux usagers. Pour moi c'était impossible, je pense que c'est au gouvernement d'assumer les conséquences de ses choix. Et d'ailleurs, ce moment de grève pendant les fêtes, c'est la seule année où on a pu profiter à la fois de Noël et du nouvel an, puisque généralement on travaille, où on peut au maximum n'être libre que pour l'un ou pour l'autre, mais quasiment jamais les deux la même année...

Pour le reste, c'est compliqué de mobiliser partout, au-delà du fait

que des entreprises étaient fermées pendant les vacances de fin d'année... Différents secteurs ont eu du mal à rentrer dans la lutte, il y a des entreprises de seulement quelques salariés, et la culture syndicale est très présente à la SNCF, mais pour avoir travaillé dans le privé, je peux te dire qu'à l'époque, me syndiquer, c'était très loin de ma pensée. C'est en arrivant ici que j'ai découvert cette culture syndicale, qui me semble très importante, surtout en ce moment.

Et comment tu vois la suite du mouvement ?

On ne fera pas une grève reconductible éternelle, mais on sera là dans la lutte, il y aura des temps forts, notamment pendant les mobilisations interpros, où on en sera en grève avec les autres professions. Il y a aussi les grèves dans l'énergie et les coupures d'électricité, les étudiants, les enseignants, qui sont très mobilisés... Ça doit être élargi. Et il faut vraiment qu'on soit très nombreux si on veut gagner.

On voit d'ailleurs que le gouvernement n'a même pas proposé de garder le régime spécial des cheminots au début du mouvement. Ça aurait pu être une stratégie pour affaiblir l'ensemble du mouvement, on se serait peut-être retrouvés à accepter cette solution s'il n'y avait pas de mouvement interpro pour obtenir plus, mais le gouvernement n'a même pas proposé ça. Parce qu'il veut une victoire totale, tirer tout le monde vers le bas, et détruire le service public pour ouvrir à la concurrence, et favoriser le privé. Alors que des pays se retrouvent à revenir en arrière et à renationaliser le service ferroviaire, par exemple en Angleterre, où la privatisation a été une catastrophe.

Mais là, sur la réforme des retraites, il faut faire grève, et se montrer, être présents dans la rue. Pour rappel, au niveau national, le 5 décembre, 1,5 million de manifestants, 15 jours après, 1,8 million de manifestants, et début janvier, 1,3 million ... Ce mouvement est légitime, il tient le coup, et quand on a plus d'1 million de personnes mobilisées au bout de plus d'un mois de lutte, c'est que le mouvement est fort, et ce n'est pas normal que le gouvernement ne lâche pas. Il faut continuer à se mobiliser.

1. Le réseau de ravitaillement est un collectif visant à renforcer la circulation et les liens entre les différents mondes en lutte (syndical, rural...), à travers des cantines de soutien et la distribution aux grévistes de produits frais issus de productions locales.

LA POLICE RENNAISE EST DANS LES CLOUS, ET MÊME, ELLE LES ENFONCE!

Elle a eu son préfet Strzoda comme d'autres ont leur préfet Lallement, elle suit avec plaisir les consignes répressives visant à terroriser, et les devance même, mais surtout elle opère en roue libre entre mœurs bassement miliciennes et faux habits républicains. Les policiers rennais savent tout faire et ils s'y appliquent ; le meilleur étant souvent le pire, selon le point de vue. Le pouvoir les remercie à l'occasion (et la justice se range derrière la police, sauf exceptions), les victimes apprécient moins, jamais contentes.

L'INSÉCURITÉ POLICIÈRE À RENNES UN BILAN NON EXHAUSTIF DES ANNÉES RÉCENTES

(nous partons arbitrairement de 2015, sachant que ces pratiques délétères n'ont rien de bien nouveau, les quartiers populaires ou dits sensibles en font les frais depuis longtemps*)

* En juin 2018, ayant effectué un recensement jusqu'alors inédit de sa part, l'Inspection Générale de la Police (IGPN), révèle que, sur l'ensemble du territoire français, 14 personnes ont été tuées et une centaine d'autres blessées lors d'opérations policières depuis moins d'un an. Les associations qui travaillent sur le sujet évoquent le plus souvent une moyenne de 15 morts par an des mains de la police, en grande majorité des Noirs, Arabes ou Roms. [Source : La police des polices révèle le nombre de morts dans des interventions, Libération, 26 juin 2018]

– **Judi 24 et vendredi 25 novembre 2015**, huit personnes vivant à Rennes, réputées « écologistes et d'extrême gauche », sont assignées à résidence, interdites de la région Île-de-France. Elles doivent pointer trois fois par jour au commissariat central de Rennes. Il s'agit évidemment d'empêcher leur présence à la conférence internationale sur le climat (COP 21) qui se tient à Paris en cette même période (du 30 novembre au 12 décembre). « *Aucun d'entre eux [n'avait] jamais été inculpé pour des faits de violence ou de troubles à l'ordre public.* »

[Source : COP21. Des militants assignés à résidence à Rennes, Ouest-France, 28/11/2015]

– **Nuit du 2 au 3 décembre 2015**, Babacar Gueye, Sénégalais de 27 ans, est tué de cinq balles par un agent de la BAC, dans le quartier de Maurepas.

Dans cette affaire, entre de multiples atermoiements judiciaires, on peut noter que des pièces à conviction — l'arme du crime et les deux chargeurs — ont été détruites par erreur (!) lors d'un tri des scellés ; que les cinq balles n'ont pas été tirées de face, l'une d'entre elles est même passée par l'une des fesses. Les policiers, les enquêteurs ou le procureur peuvent-ils continuer d'invoquer la légitime défense pour justifier le geste du meurtrier ? Ce dernier n'est toujours pas inculpé pour homicide. Il a été muté à St-Brieuc et n'est ni mis à pied, ni désarmé, ni inquiété, car placé sous statut de témoin assisté.

[Source : Blog Mediapart du collectif « Justice et vérité pour Babacar Gueye », 14 octobre 2019]

– **28 avril 2016**, en pleine manifestation contre la loi Travail, Jean-François Martin, étudiant en géographie à Rennes 2, reçoit un tir de LBD 40 (lanceur de balles de défense) au visage, il perd l'usage de son œil. Le soir même, le préfet Patrick Strzoda ose déclarer qu'aucun flash-ball n'a été

utilisé par les forces de l'ordre. Pour beaucoup, Strzoda est l'homme responsable de la « *militarisation progressive des forces de l'ordre face aux manifestations contre la loi El Khomri à Rennes* ». Il sera bientôt promu chef de cabinet de Bernard Cazeneuve, puis d'Emmanuel Macron devenu président de la République. Dans le cadre de l'affaire Benalla, la commission d'enquête du Sénat met en cause le témoignage de Patrick Strzoda, supérieur hiérarchique du cogneur de service, celui-là même qui l'avait autorisé à être présent le 1er mai 2018 sur le parcours de la manifestation, notamment place de la Contrescarpe. Sans surprise, l'affaire est finalement classée sans suite.

En 2016, sollicité par l'AFP, le procureur de la République de Rennes, Philippe Astruc, déplorait que ce dossier n'ait « *pas été traité avec la célérité qu'il méritait* » et s'était engagé à transmettre ses réquisitions « *pour la fin du mois de février* ». Il présentait aussi ses excuses à Jean-François Martin. Cependant, bientôt quatre ans après les faits, aucun policier n'a été mis en cause, alors que le défenseur des droits a demandé « des poursuites disciplinaires » contre les deux policiers ayant effectué des tirs de LBD ce jour-là.

[Sources : À Rennes, la mécanique de la répression policière, Mediapart, 13 mai 2016 & 20 minutes 14/01/2020 & Affaire Benalla : Patrick Strzoda blanchi par le parquet, Libération, 27 juin 2019]

mai-juin 2016, pendant le mouvement contre la loi El Khomri, outre diverses et répétées exactions de la police (insultes, coups, menaces de viol, etc.), qui pousseront notamment deux journalistes violentés (le 2 juin) par des agents de la CDI à porter plainte, un jeune homme est littéralement kidnappé par des agents, et il est assailli de coups. Coups de casques, de poings, de pieds. Les policiers entreprennent ensuite de le dévêtir, lui arrachent ses vêtements, lui annoncent qu'ils vont le jeter dans la Vilaine. Il est traité de « *Sac à merde!* » Et les coups redoublent. Les agents lui demandent de poser pour une photo, il refuse. On le force. « *C'est pour nous* ». S'agit-il moins d'alimenter

un quelconque fichier que de conserver une trace de l'humiliation qu'on fait subir à un « ennemi » ? Le véhicule est enfin arrêté près du canal St Martin, mais des passants apparaissent au loin, éventuels témoins ; la victime est alors abandonnée sur la rive...

[Source : Pratiques sauvages d'une police à gueule de milice, Mediapart, 16 juin 2016]

– **30 juillet 2017**, deux hommes éméchés se disputent sur le bord de la chaussée, avenue Janvier. Des riverains appellent la police. Venus de la gare voisine, trois membres de la police de l'air et des frontières surviennent. Les deux hommes prennent la fuite en voiture. Les policiers tirent. Le chauffeur, Baptiste, est tué. Baptiste était, comme on dit, « membre de la communauté des gens du voyage ». La famille n'a pas porté plainte.

[Source : Mort de Baptiste sous les balles de la police à Rennes, Expansive info, 3 août 2017]

– **20 juillet 2017**, le major Philippe Jouan, l'ex-patron de la Brigade anticriminalité (BAC) de Rennes, est condamné à 10 mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel pour les coups portés sur Benjamin, 23 ans, dans un bar PMU de Rennes, et surtout pour la falsification du Procès Verbal.

[Source : Sortie de piste pour « le shérif » de la BAC de Rennes, Mediapart, 27 juillet 2017]

– **19 janvier 2019 à Rennes**, un manifestant de 27 ans, Gwendal Leroy, est gravement blessé par une grenade de désencerclement durant une manifestation de Gilets jaunes. Il perd l'usage de son œil blessé. « *“La responsabilité pénale du policier auteur du jet d'une grenade de désencerclement à l'origine des blessures graves, me paraît, en effet, devoir être examinée dans le cadre d'une information judiciaire permettant d'offrir toutes les garanties tant à la victime qu'au policier mis en cause”* », déclare le 10 janvier dernier (2020) le procureur Philippe Astruc à l'AFP.

[Source : Gilets jaunes : À Rennes, une enquête judiciaire ouverte après la perte d'un œil d'un manifestant, Huffingtonpost, 11 janvier 2020]

– **17 décembre 2019**, le tribunal correctionnel de Rennes condamne le policier Éric Reculosa, ancien responsable des débits de boissons à Rennes, à trois ans de prison. Une peine assortie de cinq ans d'inéligibilité et d'interdiction d'exercer des fonctions administratives. Absent à l'audience, Éric Reculosa, déjà révoqué de la Police nationale, est jugé coupable de corruption passive et trafic d'influence passif. Le prévenu s'était fait remettre 32 500 euros en liquide entre janvier 2012 et mars 2014 par un patron de bars.

[Source : À Rennes, un policier condamné pour avoir soutiré 32 500 euros à un patron de bars, Le télégramme, 17 décembre 2019]

– **9 janvier 2020, minuit trente**, avenue du sergent Maginot, une jeune fille de 21 ans prénommée Maëva descend d'un bus et traverse la chaussée sur un passage piéton, sur la voie centrale réservée au bus (mais que la police peut emprunter) une voiture de la brigade canine banalisée déboile à vive allure, sa sirène n'est pas activée, elle écrase Maëva et un jeune homme qui traversait en même temps. Maëva, est morte quelques heures plus tard au CHU de Rennes. L'autre piéton également renversé est grièvement blessé, une opération chirurgicale a dû être pratiquée. Fin janvier, la famille de Maëva annonce qu'elle prend contact avec une association d'aide aux victimes en vue de porter plainte.

Avec la mort de Maëva nous voici à trois morts par la police en quatre années.

[Sources : Jeune femme tuée par un véhicule de police à Rennes ; les premiers éléments de l'enquête, France Bleu Ille et Vilaine, 9 janvier 2020 & La mère de Maëva va porter plainte, Ouest-France, 31 janvier 2020]

– **25 janvier 2020**, on apprend qu'un responsable de la Compagnie départementale d'intervention (CDI) est mis en examen pour « violence par personne dépositaire de l'autorité publique ». Lors d'une manifestation contre le projet de loi El Khomri, le 31 mars 2016, alors qu'il avait été jeté à terre par une charge de police, un syndicaliste de 61 ans avait été frappé à plusieurs reprises par des agents. Quelques mois plus tard, en première instance, c'est pourtant la victime qui est reconnue coupable d'avoir jeté des projectiles sur les forces de l'ordre et condamnée à six mois avec sursis ! En appel, la justice relaxera le manifestant toutefois de ce chef d'inculpation. Aussitôt le syndicaliste porte plainte, l'IGPN (Inspection générale de la police nationale) est saisie, mais l'affaire se voit classée sans suite en mai 2017. Alors une nouvelle plainte est déposée, avec constitution de partie civile. Cette plainte aboutit, événement inhabituel même si, comme le relève Le Télégramme (25 janvier 2020) : « *Cette mise en examen intervient dans un contexte particulier. En janvier 2019, un manifestant rennais a été éborgné par la police. Une information judiciaire pour blessure involontaire a été ouverte. En décembre dernier, un ancien policier a été condamné à trois ans de prison pour avoir perçu des enveloppes de liquide d'un patron de bar qui souhaitait se prémunir des fermetures administratives.* »

[Source : À Rennes, un policier mis en examen pour des violences sur un syndicaliste, Le Télégramme, 25 janvier 2020]

– **28 janvier 2020**, la Compagnie départementale d'intervention (CDI) brutalise des lycéens qui participent au blocage de leur établissement (le lycée Victor Hélène Basch) dans le cadre du mouvement d'opposition à la réforme Blanquer. « *Trois d'entre eux [sont] blessés, dont l'un évacué par les pompiers. Il passera la journée sous surveillance aux urgences pour une possible commotion cérébrale. Monsieur Philippe Le Rolle, proviseur du lycée, déclarera à la mère de celui-ci qu'il n'y a guère eu de violences policières devant son établissement.* » Deux jours plus tard, le 30 janvier, alors qu'une fumée épaisse s'échappe d'un bâtiment voisin et que les pompiers sont sur place, « *le proviseur Le Rolle, au détriment des consignes de sécurité les plus élémentaires, ne fait pourtant pas évacuer les locaux. Les classes de première ont donc continué à composer leurs épreuves, toujours encadrées par la CDI...* »

[Source : « Tout le monde déteste les e3c », Lundi matin, 4 février 2020. »]

Dans un article de ce mois (février 2020), *Le Mensuel rennais* rapporte également qu'en moins de quatre ans cinq policiers rennais se sont suicidés, dont trois sur leur lieu de travail. Exemple : le 13 janvier dernier, cet officier de 52 ans qui s'est tué avec son arme de service, au Centre de Rétention Administrative de Saint-Jacques de la Lande. Le même article fait état d'une « drôle d'ambiance » (selon un témoignage) au commissariat de la tour d'Auvergne. Bien des Rennais confirmeront que la « drôle d'ambiance » est aussi pour leur pomme, et qu'ils s'en passeraient volontiers.

POUR UN MONDE SANS MORALE

L'ordre ancien craque de toutes parts et le patriarcat le plus caricatural a du plomb dans l'aile. La morale chrétienne n'influence plus grand monde, et les représentations bourgeoises n'ont plus prétention à l'hégémonie. La division genrée du travail perdure, mais semble injustifiable à un nombre croissant de personnes, et des actes de domination faiblement dénoncés il y a peu sont maintenant désignés comme des violences. Alors, le capitalisme en crise, la gouvernementalité cybernétique, valorisent une pluralité d'identités, à condition que celles-ci restent compatibles avec le libéralisme. Tout changer pour que rien ne change. De toute évidence, les rapports de pouvoir se réagent au fil des luttes, et la parole commence à peine à se libérer.

Parallèlement, dans une logique d'évaluation continue des individus, la solitude et l'individualisation règnent tandis que les discours sur la sexualité sont de plus en plus codés. Les vieux réflexes demeurent, en premier lieu ils consistent à édicter de nouvelles règles morales et désincarner les questionnements sur nos affects. Pour réfléchir à cette situation et alimenter nos réflexions, nous publions des extraits d'un texte de *La Banquise*, revue autonome des années 80.

Ce texte doit être pris pour ce qu'il est, un document d'époque, dont des éléments peuvent nous aider à penser le présent. Nous en retenons une critique de l'individualisme, et quelques matériaux pour une analyse matérialiste de la crise de certaines formes du patriarcat. Quant à la volonté des rédacteurs de se libérer des carcans et d'œuvrer à ce qu'on appelait à l'époque la « libération sexuelle », nous sommes prêts à la faire nôtre. À condition, cependant, que cette réflexion et ces analyses soient croisées avec celles issues des luttes féministes, pour que la libération soit celle de toutes et tous, et non celle du renard dans le poulailler.

« Lorsque, seul dans une pièce, on rédige un texte théorique, dans la mesure où ce texte donne une prise sur la réalité sociale, on est moins isolé des hommes que dans le métro ou au travail. L'essence de la misère sexuelle ne réside pas dans telle activité plutôt que dans telle autre — même si la prédominance de l'une d'entre elles peut être symptomatique — elle tient au fait qu'à dix, à deux ou tout seul, l'individu est irrémédiablement séparé des autres par les rapports de concurrence, par la fatigue et par l'ennui. Fatigue du travail, ennui des rôles. Ennui de la sexualité comme activité séparée.

La misère sexuelle, c'est d'abord la contrainte sociale (contrainte du travail salarié et son cortège de misères psychologiques et physiologiques, contrainte des codes sociaux) s'exerçant sur une sphère présentée par la culture dominante et sa version contestataire comme l'une des dernières régions du monde où l'aventure est encore possible. La misère sexuelle, c'est aussi un désarroi profond des hommes (dans la mesure où la civilisation capitaliste et judéo-chrétienne s'est imposée à eux) devant ce que l'Occident a fait de la sexualité.

Le christianisme a repris au stoïcisme (dominant dans l'empire romain) l'idée double que : 1) le sexe est à la base des plaisirs, 2) on peut et on doit donc le contrôler. (...) L'Occident ne brime pas la sexualité en l'oubliant mais en ne pensant qu'à elle. Il sexualise tout. Le plus grave, ce n'est pas que le judéo-christianisme ait réprimé le sexe, mais qu'il ait été obnubilé par lui, non pas qu'il l'ait refoulé, mais qu'il l'ait organisé. L'Occident fait de la sexualité la vérité cachée de la conscience normale, mais aussi de la folie (hystérie). Au moment où la morale entre en crise, Freud découvre dans la sexualité le grand secret du monde et de toute civilisation.

La misère sexuelle, c'est un jeu de balance entre deux ordres moraux, l'ordre traditionnel et l'ordre moderne, qui cohabitent plus ou moins dans les cerveaux et dans les glandes de nos contemporains : d'un côté, l'on souffre des contraintes de la morale et du travail qui empêchent d'atteindre à l'idéal historique d'épanouissement sexuel et amoureux, de l'autre, plus on se libère de ces contraintes (imaginairement en tout cas) plus cet idéal apparaît insatisfaisant et vide.

(...)

L'ordre moral traditionnel est oppressif et comme tel mérite d'être critiqué et combattu. Mais s'il est entré en crise, ce n'est pas parce que nos contemporains auraient plus le goût de la liberté que nos aïeux, c'est parce que la morale bourgeoise révèle son inadaptation aux conditions modernes de production et de circulation des marchandises.

La morale bourgeoise formée dans toute son ampleur au XIX^{ème} siècle et transmise par le canal religieux ou par celui de l'école laïque, est née d'un besoin de relais idéologiques à la domination du capitalisme industriel, à une époque où le capital ne dominait pas encore totalement. Morale sexuelle, familiale, du travail, allaient de pair. Le capital s'appuyait sur des valeurs bourgeoises et petites-bourgeoises : la propriété fruit du travail et de l'épargne, le travail pénible mais nécessaire, la vie de famille. Dans la première moitié du XX^{ème} siècle, le capitalisme vient occuper tout l'espace social. Il se rend indispensable, inévitable : le salariat est la seule activité possible puisqu'il n'y en a pas d'autre. C'est ainsi que, alors même qu'il s'impose à tous, le salariat peut se présenter comme non-contrainte, garantie de liberté. Tout en étant marchandisé, chaque élément de la morale devient caduc. On accède à la propriété avant d'avoir épargné, grâce au crédit. On travaille parce que c'est pratique, non par devoir. La famille large cède la place à la famille nucléaire, elle-même bouleversée par les contraintes de l'argent et du travail. L'école, les médias disputent aux parents l'autorité, l'influence, l'éducation. Tout

ce qu'annonçait le Manifeste Communiste est réalisé par le capitalisme. Avec la fin des lieux de vie populaire (cafés ...) remplacés par des lieux de consommation marchande (boîtes, centres commerciaux) qui n'en ont pas la qualité affective, on vient à demander trop à la famille, au moment où elle a moins que jamais à offrir.

(...)

Notre époque est celle de la coexistence des morales. De la prolifération des codes, non de leur disparition. À la culpabilité (hantise de violer un tabou) se juxtapose l'angoisse (sentiment d'un manque de repères devant les « choix » à faire). À la névrose et à l'hystérie antérieures succèdent le narcissisme et la schizophrénie comme maladies historiques.

Ce qui régit le comportement de nos contemporains, c'est de moins en moins l'ensemble des commandements sans appel transmis par le pater familias ou le curé, mais bien plutôt une espèce de morale utilitariste de l'épanouissement individuel, servie par une fétichisation du corps et une psychologisation forcée des relations humaines, dans laquelle la manie interprétative a remplacé le rite de la confession et de l'examen de conscience.

(...)

Si les quêtes mystiques contemporaines jouent un rôle contre-révolutionnaire, puisqu'elles ne sont qu'une des formes de repli sur soi de l'individu bourgeois, il n'en demeure pas moins que la banalisation marchande de tous les aspects de la vie tend à vider l'existence de son contenu passionnel. Le monde dans lequel nous vivons ne nous propose à aimer qu'un ramassis d'insuffisances individuelles. Comparé aux sociétés traditionnelles, ce monde a perdu une dimension essentielle de la vie humaine : les temps forts de l'union de l'homme et de la nature. Nous sommes condamnés à regarder les fêtes des moissons à la télé.

Mais nous ne voulons pas d'un ridicule passéisme, d'un retour à des joies dont l'histoire nous a fait découvrir le caractère répétitif, illusionnant et borné. Quand le capital tend à établir son règne sans partage, rechercher ailleurs que dans la révolution l'« unité communautaire » et la « communication convulsive », devient purement réactionnaire. Que le capitalisme ait tout banalisé nous donne l'occasion de nous libérer de cette sphère spécialisée, la sexualité. Nous voulons un monde où l'emportement hors de soi existe à l'état de possible dans toutes les activités humaines — un monde qui nous propose l'espèce à aimer, et des individus dont les insuffisances seront celles de l'espèce et non plus celles du monde. Ce qui fait aujourd'hui l'objet d'un enjeu, ce qui mérite le risque de mort, ce qui pourrait donner un autre rythme au temps, c'est le contenu de la vie toute entière.

Quand on prétend à une critique globale du monde, on ne saurait accepter que la critique se cantonne à la théorie pure. Il est des périodes où l'activité subversive se réduit presque entièrement à la rédaction de textes ou à des échanges de vue entre individus. C'est dans ce « presque » que se déploie notre inconfort : pour continuer à jeter un regard lucide sur le monde, il faut être habité d'une tension qu'il n'est pas facile de garder, car elle implique des refus, une certaine marginalisation, une grande stérilité. Ce refus, cette marginalisation et cette stérilité contribuent autant à maintenir la passion qu'ils tendent à la figer en aigreur

misanthropique ou en manie intellectuelle. Celui qui refuse l'organisation du monde par le capital ne considère aucun des actes dont est tissée la vie sociale comme allant de soi. Même les manifestations du donné biologique ne sont pas à l'abri de son tourment ! Accepter de procréer lui paraît suspect — comment vouloir mettre bas dans un monde pareil, tant qu'on ne voit pas poindre une possibilité de le transformer ?

Néanmoins, en dehors de quelques principes simples : ne pas participer aux entreprises de mystification ou de répression (ni flic, ni vedette), ne pas faire carrière, on ne peut prétendre fixer de manière précise et définitive les formes du refus. Pour la critique radicale, il n'y a pas de bonnes mœurs, il y en a simplement de pires que d'autres et il y a certains comportements qui tournent en dérision la théorie. Se vouloir révolutionnaire en période de non-révolution... Ce qui compte c'est moins les résultats de cette contradiction, forcément parcellaires et mutilants, que cette contradiction elle-même, que la tension du refus. »

La Banquise, Pour un monde sans morale, 1983.

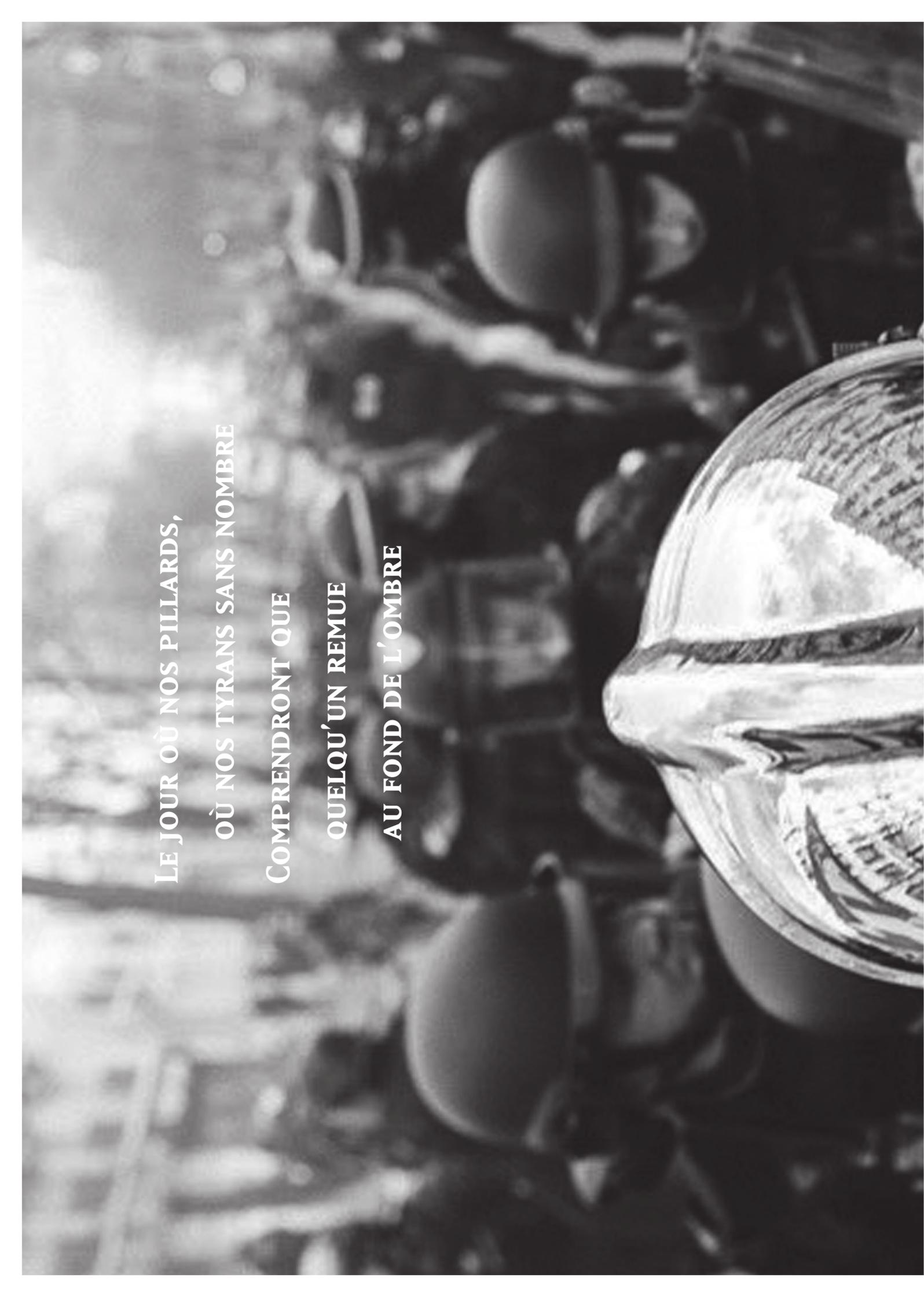
Parmi les revues philosophiques, littéraires et politiques nous permettant de penser les temps présents¹, nous saluons l'arrivée du mensuel *Trou noir*, qui se présente comme un voyage dans la dissidence sexuelle. Le besoin de revisiter l'histoire des luttes féministes et queers et d'élaborer des analyses sur la situation présente se faisait sentir. Comme l'écrivent les animateurs de la revue : « *Nous avons besoin de bien comprendre ce qui se passe actuellement, de mettre les bons mots dessus, pour ne plus mettre toute notre énergie à combattre des moulins qui nous semblaient pourtant si menaçants.*

Ce qui nous a donné envie d'agir, c'est de voir à quel point les luttes LGBT et féministes étaient les idiots utiles de la partition du monde entre « progressistes » et « conservateurs ».

Mais voyant les « progressistes » devenir de plus en plus autoritaires, et les « conservateurs » se convertir au néolibéralisme, nous nous sommes rendu compte que la distinction ne tenait plus. »

Le 28 de chaque mois, plusieurs articles, portant sur l'histoire des luttes minoritaires, l'actualité internationale (des révoltes féministes en Amérique du sud à la persécution des homosexuels en Tchétchénie) ou la place des devenirs minoritaires dans les œuvres d'art, seront donc publiés sur <https://trounoir.org> Le premier numéro est en ligne depuis le 28 janvier. Comme vous l'aurez compris, nous vous invitons à vous y plonger !

1. Citons notamment les revues *Agitation*, *Jef Klak*, *Liaisons*, *Lundimatin*, *Temps critiques*, *Terrestres*, *Vacarme*...

A black and white photograph showing a dense crowd of people, many wearing helmets, suggesting a military or conflict zone. In the foreground, a large, textured, curved object, possibly a piece of equipment or a helmet, is visible. The text is overlaid on the image.

LE JOUR OÙ NOS PILLARDS,
OÙ NOS TYRANS SANS NOMBRE
COMPRENDRONT QUE
QUELQU'UN REMUE
AU FOND DE L'OMBRE